nuer qu'elle pourrait le faire. Ce système de coopérative de crédit n'est pas rare et n'a rien de bien magique. A mon avis. . .

M. Grégoire: Monsieur le président, le ministre ne veut sûrement pas attribuer des paroles que je n'ai jamais prononcées. Jamais je n'ai dit que les banques ne devraient pas réclamer d'intérêt sur l'argent prêté. Lorsque les banques prêtent de l'argent à des particuliers, elles perçoivent un taux d'intérêt. Mais lorsqu'elles créent de l'argent, voilà où il n'est ni logique ni réaliste de réclamer de l'intérêt. J'ai dit, en définitive, que lorsque la Banque du Canada crée de l'argent, ce dernier ne devrait pas être grevé d'un intérêt. L'argent placé aux comptes des coopératives de crédit, des banques d'épargne ou des banques à charte devrait rapporter de l'intérêt, mais tout nouvel argent créé qui accroît la masse monétaire au cours d'une année déterminée, ne devrait pas rapporter de l'intérêt et c'est la Banque du Canada qui devrait l'émettre. Je ne voudrais pas que le ministre des Finances m'attribue des paroles que je n'ai pas dites.

L'hon. M. Sharp: J'accepte volontiers la mise au point du député, monsieur le président. Tout ce que j'ai dit, c'est que les dépôts qui figurent au passif du bilan d'une banque à charte coûtent de l'argent à la banque, soit sous forme d'intérêt sur les dépôts, soit sous forme de frais d'administration de ces dépôts. Les banques ne peuvent fonctionner sans frais; autrement, ce serait des institutions beaucoup plus lucratives qu'elles ne le sont. A mon avis, le député induit véritablement le comité en erreur lorsqu'il laisse entendre que d'un coup de baguette magique, une banque peut créer quelque chose de rien. Il n'en est rien.

• (8.20 p.m.)

M. Caouette: Monsieur le président, le ministre des Finances (M. Sharp) n'a pas été très précis, ni tellement convaincant dans sa réponse à la question de l'honorable député de Lapointe (M. Grégoire). Il a dit qu'il éprouvait beaucoup de difficulté à faire l'éducation du député de Lapointe, mais le ministre des Finances n'a pas tenté de faire l'éducation de ceux qui préconisent le Crédit social au Canada, parce que c'est justement en étudiant à fond le système présentement défendu par le ministre des Finances actuel et par ceux qui l'ont précédé que nous en sommes venus à la conclusion que le Crédit social présente une solution au problème que le ministre des Finances est impuissant à résoudre présentement.

Le ministre dit que le Crédit social n'existe nulle part. Ce n'est pas une raison pour dire que le Crédit social est faux, et cela n'infirme pas le fait que le régime financier dans lequel le ministre patauge demeure quand même un

régime de singe, un régime qui ne tient pas compte des réalités, un régime qui ne tient pas compte des faits, un régime qui punit le travailleur canadien, le peuple canadien. Le ministre des Finances, lui, accorde sa bénédiction paternelle et bienveillante à un système que je qualifierais de «cannibalistique».

Monsieur le président, le ministre a beau dire que tout le monde connaît le système, mais je suis d'avis qu'il n'est pas tellement convaincu qu'il le connaît lui-même profondément, et il le prouve en disant que quiconque veut prêter doit commencer par emprunter.

Depuis quand le ministre a-t-il vu une banque à charte emprunter? Depuis quand le ministre a-t-il vu une banque à charte prêter ses dépôts à l'épargne? Ne se souvient-il pas que M. Graham Towers, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, disait, en 1939: «La banque à charte n'a pas le droit de prêter ses dépôts?»

Maintenant, il faut bien connaître les buts et les raisons de l'institution de la Banque du Canada, en 1934. A la page 1147 de l'*Annuaire du Canada*, 1966—à mon avis, le ministre des Finances n'a jamais lu cela de sa vie—on peut lire:

La Banque du Canada est la banque centrale du pays. Elle a été constituée en vertu de la loi de 1934 sur la Banque du Canada et a commencé ses opérations le 11 mars 1935.

Nous avons à ce moment-là un régime conservateur, et c'est sous un régime conservateur que la Banque du Canada a été établie. C'était en 1935, il y a déjà 32, 33 ans de cela.

Le Parlement a chargé la banque de régler le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation. Il lui a conféré certains pouvoirs particuliers à cette fin.

Par l'exercice de ces pouvoirs, la banque détermine, d'une façon générale, la masse globale des principales disponibilités canadiennes détenues par la collectivité, monnaie hors des banques et soldes des dépôts dans les banques à charte.

En vertu des dispositions de la loi qui lui permettent d'augmenter ou de diminuer le total des réserves en numéraire, à la disposition collective des banques à charte.

A la disposition du peuple, à la disposition des banques à charte.

La Banque du Canada peut déterminer, d'une façon générale, le volume global de leur actif et de leur passif-dépôt et partant le total global du numéraire et des dépôts.

Monsieur le président, ici, dans l'*Annuaire du Canada*, à la page 1148, nous lisons encore, au sujet de la banque du Canada:

Le moyen principal dont dispose la Banque pour influencer sur le niveau des réserves en numéraire des banques à charte et ainsi, sur le total de leurs dépôts, est d'acheter et de vendre des valeurs de l'État.